Cahier de doléances du Tiers État de La Postolle (Yonne)

Cahier des plaintes, doléances et remontrances portées par les habitants de La Postolle, pour être présentées à l'assemblée qui sera tenue par devant M. le Lieutenant général du bailliage de Sens, le dix du présent mois.

Aujourd'hui vendredi, six mars 1789, heure de dix du matin nous syndic municipal et habitants de la paroisse dudit la Postolle ci-après nommés et soussignés, en conformité de l'article 24 du règlement fait par le Roi pour la convocation des États généraux du 24 janvier dernier, nous nous sommes assemblés en la maison dudit syndic, au son de la cloche, à la manière accoutumée, pour la rédaction du présent cahier, en conséquence de la notification qui nous a été faite en la personne de notre dit syndic par Lebeau, huissier à Sens, le 28 février dernier : 1° dudit règlement et 2° de l'ordonnance de MM. le Bailli et le Lieutenant général de Sens du 16 dudit mois ; desquels nous a été faite lecture à haute et intelligible voix dimanche dernier, premier du présent mois, outre celle faite au prône de la messe du même jour.

A cet effet nous, Paul Lesourd, syndic municipal de cette paroisse, Fiacre Périer, Louis Damiens, Claude Sarazin, Fiacre Legrand, Nicolas Carré, Edme Confland, Pierre Thoraillier, Pierre Jubert, Jean Bréard, Edme Giboisseau, Nicolas Meignen, Edme Bardet, Philippe Fontaine, Vincent Bardet, Nicolas Houy, Hubert Giboisseau, Jean Roux, greffier de la municipalité, Tonnellier, lieutenant, Millat, greffier de la prévôté, faisant et représentant la plus grande et saine partie desdits habitants, désirant concourir au bien général et à tout ce qui peut intéresser la prospérité de ce royaume et nous renfermer dans ce que prescrit ledit article 24 dudit règlement et l'article 5 de ladite ordonnance, avons fait nos observations et remontrances et rédigé le présent cahier comme il suit :

Nous désirons que les gabelles et tous les droits d'aides soient supprimés, qu'il y soit substitué un impôt unique qui serait réparti sur tous les chefs de famille, en proportion des biens particuliers qu'ils auraient ; et par conséquent, le Clergé et la Noblesse étant assujettis à la même imposition à raison de leurs biens, le Tiers état se trouverait soulagé. A cet effet, il faudrait que tous les privilèges actuellement subsistants fussent supprimés. Un impôt fixe, qui tiendrait lieu de la plus grande partie de ceux qui se perçoivent sous différentes dénominations, serait imposé sur tous les biens de chaque paroisse et payé indistinctement par les propriétaires, demeurant ou non dans chacune desdites paroisses ; dans lesquels biens, les bois et les prés, les parcs, pièces d'eaux et étangs, qui ne demandent aucun frais de culture et qui rapportent le plus aux propriétaires, seraient compris pour au moins le double des terres où ils se trouveraient situés ; quant aux vignes, qui exigent beaucoup de frais et de soins aux cultivateurs et dont la récolte des fruits est très variable, elles devraient être placées dans la dernière classe.

Combien cette uniformité éviterait d'abus, serait moins à charge aux peuples en dénommant, dans chaque bourg ou village un ou plusieurs habitants à la perception de cet impôt, qui seraient surveillés par les membres de la municipalité et qui verseraient entre les mains d'un receveur général, dans la ville bailliagère la plus prochaine de chaque endroit, qui en rendrait compte directement à la caisse générale. Il s'ensuivrait encore que, dans les vignobles, chaque particulier serait maître de son vin et le rendrait plus commercable, n'étant plus assujetti à des droits sans fin pour le vendre et transporter, que ces entraves exposent souvent des particuliers à leur ruine, en voulant se soustraire au paiement de ces droits. Les employés, qui font une charge considérable à l'État, s'exposent en même temps, en arrêtant des particuliers qui sont en contravention ; il s'ensuit le plus souvent des rixes, qui se terminent par la mort des uns et des autres, ou au moins par de dangereuses blessures.

La situation de notre village est placée de manière à être ruiné annuellement par les inondations, si fréquentes depuis plusieurs années, qui enlèvent tous les engrais et les productions du plus mauvais terrain, qui en outre forment des ravins dont la cavité ne fait que s'accroître, coupent les chemins de villages à autres et les rendent absolument impraticables. Ce village est entouré en outre, du côté de l'occident comme du nord, de bois qui occasionnent des brouillards, qui dans les temps produisent les plus pernicious effets sur le peu de grains que le mauvais sol produit ; ce qui, joint à une quantité de gibier et de pigeons, ne laisse d'espoir au cultivateur que la peine d'avoir travaillé le plus souvent infructueusement.

On demanderait donc qu'il fût pourvu à l'entretien des chemins qui communiquent d'un village à l'autre, ne pouvant qu'avec une peine infinie et à force de chevaux conduire nos denrées à la plus prochaine ville qui est Sens, d'où nous sommes éloignés de trois lieues et demie.

Nous désirerions encore, tant pour nous que pour tous autres villages qui sont dans le cas où nous sommes, qu'il fût pourvu à l'entretien des réparations et reconstructions des églises et presbytères de toutes les succursales et que l'auguste assemblée des États généraux s'occupassent des moyens d'affranchir de pauvres habitants de charges qui leur sont aussi onéreuses que préjudiciables, qui outre cela sont encore chargés de l'ameublement et de la paye d'un prêtre qui célèbre l'office divin, tandis que les dîmes de tous les fruits se perçoivent par des personnes qui ne contribuent en aucune façon à des charges qui rendent le sort de plusieurs citoyens dans la dernière indigence.

Nous n'éprouvons en notre particulier que trop l'influence que font de pareilles charges et nous espérons qu'on y aura quelque égard.

Ils réclameront aussi contre l'administration des domaines du Roi concernant le contrôle des actes, pour réformer les abus qui se trouvent dans la perception de ces droits, à cause des différentes interprétations que les receveurs donnent aux actes qui leur sont soumis et principalement aux contrats de mariage. A combien de droits onéreux aux parties ne sont-ils point assujettis ? C'est sur les apports, les préciputs, sur les donations mutuelles ou autres. Tandis que ces actes, qui assurent la fortune et le repos des familles, mériteraient des égards, ils sont sujets à tant de droits que, pour s'y soustraire, la plus grande part de la classe des citoyens les plus malheureux ne font point de contrat de mariage et par la suite sont privés de la faveur attribuée à ces sortes d'actes. On désirerait donc qu'il fût fait un nouveau tarif, où seraient simplifiés ces différents droits, qui ne seraient point susceptibles d'interprétation ni arbitraire aux receveurs.

Il ne serait pas moins important d'avoir quelques égards sur les justices seigneuriales. Quoique différentes lois du royaume astreignent les seigneurs hauts et bas justiciers d'avoir dans leurs terres des auditoires et des prisons sûres, il n'est pas moins vrai qu'il y en a plusieurs où il n'en existe point encore.

Les juges de ces seigneurs, ne pouvant tenir leurs audiences chez eux, les tiennent ordinairement dans un misérable cabaret où tout le peuple s'assemble, et, là, fait, dit et se permet toutes sortes de licences, sans aucune répréhension.

On doit sentir de là l'inconvénient qui doit résulter d'un pareil abus et que l'indécence d'un lieu aussi suspect n'est pas fait pour rendre la justice. Il est donc important de porter les seigneurs, qui n'ont pas d'auditoire ni de prisons, d'en faire faire sous les peines portées par les lois.

Il est encore un objet bien intéressant à traiter, c'est aussi de pouvoir éviter le divertissement des minutes, tant du greffe que des notaires des seigneurs qui ont droit d'avoir de ces derniers officiers. Lorsque la mort de l'un d'eux vient à arriver ou est destitué par le seigneur, il devrait être enjoint aux dits seigneurs de nommer à ces offices sur le champ, et dans le cas où il manquerait de sujets pour les remplacer, de pourvoir à la sûreté des minutes en les faisant transporter chez un particulier d'une probité reconnue, qui s'en chargerait par inventaire ou sur le répertoire de l'officier décédé ou destitué, pour les remettre au premier pourvu de l'un ou l'autre office. Par là, des actes qui intéressent le sort de nombreuses familles ne seraient exposés à être perdus, en restant le plus souvent entre les mains des veuves de ces officiers ou entre celles d'autres personnes qui les retiennent ; ce qui fait un préjudice inappréciable aux parties qu'ils intéressent.

Fait et arrêté entre nous dit syndic et habitants, en ladite assemblée, lesdits jour et an, et ceux d'entre nous qui savent signer l'ont fait.